

LE CANADA ET LE GOLFE PERSIQUE

Extraits d'un discours du Premier ministre Brian Mulroney

Comme le savent les députés, a affirmé le Premier ministre Brian Mulroney à la Chambre des communes le 16 janvier, des opérations militaires ont été engagées ce soir. Le Président Bush m'a téléphoné avant le déclenchement des hostilités pour m'informer qu'il avait autorisé cette action. Nous savons que les participants comportaient des forces des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Arabie Saoudite et du Koweït.

Ce conflit armé est la conséquence directe de l'entêtement dont fait preuve Saddam Hussein en maintenant l'occupation brutale et l'annexion illégale du Koweït, au mépris de l'opinion mondiale. Il a choisi de faire fi des nombreuses occasions qui lui ont été offertes de se retirer du Koweït. Il a eu 167 jours pour le faire depuis son invasion du Koweït, le 2 août dernier, et 48 jours depuis que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 678, le 29 novembre. Durant tout ce temps, sa réponse a été négative.

Le résolution 678 prévoyait un répit en faveur de la paix et accordait à Saddam Hussein « une dernière chance » de se plier à la volonté de la communauté internationale, dûment exprimée par les Nations Unies. Il n'a pas saisi cette occasion.

La diplomatie a tenté par tous les moyens d'apporter une solution pacifique à ce conflit, mais l'intransigeance de Saddam Hussein a fait avorter toute tentative en ce sens. En raison de cette même intransigeance et de son indifférence devant les souffrances endurées par son propre peuple, il était devenu clair que les sanctions, à elles seules, ne suffiraient pas à le forcer à se retirer du Koweït. Il n'a pas manifesté la moindre intention de se conformer aux directives des Nations Unies.

Le temps est malheureusement venu, par conséquent, de poser les gestes qui s'imposent pour préserver l'ordre mondial et l'efficacité de l'ONU. La communauté mondiale se devait d'agir car ne pas le faire

aurait été miner la crédibilité des Nations Unies, fermer les yeux sur une agression flagrante et des violations du droit international, et encourager d'autres agresseurs en puissance à défier l'opinion mondiale dans la poursuite de leurs propres ambitions.

Si le Canada était resté à l'écart, nous aurions, ce faisant, trahi nos propres intérêts, abdiqué nos responsabilités et déshonoré nos traditions. Le Canada n'est pas resté les bras croisés pendant les deux grandes guerres et la guerre de Corée. Il n'est pas resté inactif dans les efforts entrepris pour trouver une issue pacifique à l'occupation iraquienne du Koweït. Et il ne reste pas inactif dans les efforts d'application des résolutions de l'ONU.

Le Canada prend les armes contre l'Iraq

Nous allons nous joindre à d'autres pays membres des Nations Unies pour expulser Saddam Hussein du Koweït par la force. Actuellement, nos avions CF-18 effectuent des patrouilles de combat dans le nord du

golfe Persique afin de protéger les navires et militaires canadiens et alliés dans la péninsule d'Arabie. Les navires canadiens sont engagés, avec d'autres, dans des opérations de soutien des forces navales de la coalition.

Le Conseil des ministres a donné au chef d'état-major des forces armées l'autorité voulue pour faire effectuer des missions de balayage radar et d'escorte de bombardiers au-dessus du Koweït et de l'Iraq si le besoin s'en fait sentir. Toutes les forces canadiennes dans le Golfe resteront néanmoins sous commandement canadien.

Je déplore vivement qu'il ait fallu en arriver là, et c'est à regret que nous prenons les armes. La guerre est toujours une tragédie, mais il eut été pire de laisser commettre une agression criminelle sans réagir.

Je suis sûr que tous mes collègues de la Chambre se soucient au plus haut point de la sécurité des militaires canadiens en service dans le Golfe. Nos pensées se tournent vers les familles dont les proches sont présentement engagés dans les activités militaires. Ces hommes

Soldats canadiens en poste dans le désert, au Qatar.

